

Hadizatou Mint Zidou, représentante de la CMA au CSA : « L'accord de paix est pour le développement du pays et non pour la guerre »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 10 MARS 2023

1303

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali

« Une escroquerie démocratique » !



Échéances électorales : Le NDI forme 293 potentielles candidates sur 900 prévues



Relance du trafic ferroviaire national : Le train a sifflé sur l'axe Bamako-Kayes hier



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

09 Fev.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

168

Nouveaux cas confirmés

01

Nouveaux guéris

09

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

660 842 Vaccinations incomplètes

3 052 201 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 062

Guéris

32 199

Décès

743

dont 42 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.13



P.19



/ Une /



Mali : « Une escroquerie démocratique » !

P.5

/ Brèves /



Projet de constitution : Le Parena se désolidarise...

P.10

Police nationale : Le dg s'imprègne de l'opération de mise à jour des données Nina dans les commissariats de semé et de Bolibana

P.10

Célébration de la journée internationale de la femme : Le président de la transition a exhorté les femmes à plus de mobilisation

P.10

Police Nationale : Un Atelier de plaidoyer au profit du personnel des Forces de Défense et de Sécurité

P.11

DSSA : L'Association Solidarité des Femmes Travailleuses de la CANAM soutient les blessés de guerre

P.11

/ Actualité /



2ème édition de la rencontre d'échanges : Les experts des finances explorent les pistes

P.13

Relance du trafic ferroviaire national : Le train a sifflé sur l'axe Bamako-Kayes hier

P.14

Violations des droits de l'Homme au Mali : L'ONU indexe les groupes armés et les FAMA

P.15

Journée internationale des droits des femmes : Les femmes du Mali jouent leur partition

P.16

L'Armée de l'Air : La bonne santé de la Mutuelle de l'Aviateur au cœur des échanges

P.17

/ Politique /



Hadizatou Mint Ziddou, représentante de la CMA au CSA : « L'accord de paix est pour le développement du pays et non pour la guerre »

P.19

Échéances électorales : Le NDI forme 293 potentielles candidates sur 900 prévues

P.20

Projet de constitution : Des émissaires à la rencontre des Chérifs

P.22

/ Culture & société /



Journées des cultures traditionnelles de Bôrôkôba : Ou Festival Tchiborogo du Bourg de Bôrôkôba !

P.23

/ International /



S.E.M. Mikhaïl BOGDANOV, Ministre adjoint russe des Affaires Étrangères :

Les États-Unis tentent de perturber le Sommet Russie-Afrique

P.24

Les Deux Sessions politiques chinoises : Symbole d'un dialogue démocratique permanent

P.27

/ Sport /



7e Congrès de l'Association Internationale de la Presse Sportive-Afrique : Oumar Baba Traoré élu Vice-Président !

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Services d'hôtesse et Événementiel

Spécialisée dans l'accueil en entreprise et événementiel avec des prestations d'accueil sur mesure et haut de gamme

Réactivité, disponibilité, exigence et collaboration privilégiée sont au cœur de notre philosophie.

Nous recrutons et détachons des hôtes et hôtesse selon des critères stricts de qualifications pour offrir une prestation sur mesure sur vos événements, pour toutes les missions d'accueil et bien plus...

MADOUWA
P R E S T I G E



Contact : +223 95 36 37 22



Mali

« Une escroquerie démocratique » !

La démocratie malienne, décidément, n'est pas critiquée qu'à l'intérieur du Mali et par les seuls maliens. Dans une chronique publiée quelques semaines avant la chute de IBK, qui continue depuis à faire régulièrement le buzz sur les réseaux sociaux maliens, Alain Foka décrit Alpha Oumar Konaré comme l'assassin de la démocratie au Mali et ce qui reste de son parti qu'il a démolé après avoir réduit en lambeaux tous les contre-pouvoirs n'est pour lui qu'un « un ramassis d'opportunistes ». Lisez plutôt !

Un regard rétrospectif nous permettrait d'identifier le vrai assassin de la démocratie malienne : Alpha Oumar Konaré, 1er président démocratiquement élu. Fervent adepte de Machiavel, il a instauré le règne de l'argent et la corruption politique dans le pays. Il s'est systématiquement acharné à détruire tous les contre-pouvoirs qui auraient pu empêcher les tentatives d'abus du pouvoir. Le CNID du brillantissime avocat, Me Tall, principal parti d'opposition a été mis en lambeaux

et il en est sorti quatre (4) autres formations politiques. Tous les syndicats ont connu le même sort, de celui des Magistrats aux syndicats de la Police. La centrale syndicale, l'UNTM, fer de lance du combat pour la démocratisation avec le syndicat étudiant AEEM cassés. Toutes les tentatives de créer d'autres syndicats étudiants ayant échoué, Konaré l'a simplement transformé en tigre en papier à coût des dizaines de millions distribués à des jeunes leaders dont certains devenus des clo-

chards et des toxicomanes et des bourses d'études à l'étranger pour d'autres. Le président Konaré a fait de l'association des élèves et étudiants un bulldog édenté qui ne peut plus mordre. Désormais incapable de constituer la sentinelle qu'elle ambitionnait originellement d'être, l'AEEM n'est plus qu'une simple marionnette qui monnaie ses services au plus offrant. Même les associations islamistes n'ont pas échappé à la folie divisionniste d'Alpha Oumar Konaré.

Quid de l'armée jadis redoutée qui faisait trembler tous les pays voisins. Après l'avoir considérée pour une bande de nostalgiques d'une époque révolue, le pseudo champion d'Afrique de la démocratie s'est acharné à réduire à sa plus petite expression l'institution militaire. Les officiers militaires furent mis dans des garages, les budgets de défense réduits de façon drastique, les équipements qu'on ne pouvait plus en retenir faute de moyens sont progressivement tombés en désuétude. La base aérienne de Bamako-Sénou et le Camp de blindés sont devenus des cimetières pour engins inopérants. Alpha Oumar Konaré a laissé à ses successeurs une armée en totale déliquescence.

Le massacre de l'institution militaire s'est poursuivi sous ATT nonobstant ses galons de Général. Les militaires mal formés, sous équi-



pés et sans motivation qu'IBK a trouvé à son accession au pouvoir ne pouvait faire face à aucune menace. Tous les experts en question militaire sont d'avis qu'on n'inverse pas la tendance d'un tableau aussi sombre en dix (10) ou quinze ans (15).

Après avoir détruit tous les contre-pouvoirs, le président Konaré qui voulait visiblement léguer le chaos en héritage aux Maliens, s'est retourné contre sa propre famille politique laissé en lambeau. Chassé comme un malpropre d'une formation à laquelle il a tout donné, IBK est parti est avec une fraction importante de l'Adema. Soumaïla Cissé et Soumeylou Boubouye Maïga ont, chacun, pris une portion. Aujourd'hui, le parti de Konaré s'apparente à un ramassis d'opportunistes qui vaquent au gré des princes du jour. Désormais sans âme, l'Adema est de tous les pouvoirs sans jamais être au pouvoir. Elle n'a d'ailleurs plus les moyens humains et financiers ni le ressort idéologique et la capacité organisationnelle pour le reconquérir.

Les vraies questions auxquelles il faudra, un moment, apporter des réponses sont connues. Comment organiser des élections crédibles ? Comment assurer l'indépendance d'une Cour constitutionnelle dont pratiquement tous les membres doivent leur nomination au pouvoir en place ? Comment rendre la justice indépendante ? Comment lutter efficacement contre la corruption dans un pays où le haut fonctionnaire ou le ministre qui n'a pas énormément volé serait considéré par ses proches comme un maudit ? Quand bien même quand

ils sont arrêtés, les délinquants en col blancs maliens finissent par bénéficier de la liberté provisoire qui se transforme toujours en liberté définitive. On comme le voit, ces problèmes n'ont pas été créés par Ibrahim Boubacar Keïta qui en a juste hérité. D'ailleurs, depuis l'installation de la démocratie en 1992, les Maliens n'ont été satisfaits d'aucun de leur dirigeant. Même un simple président de la Transition, le professeur Dioncounda Traoré, a été bastonné même au sein du palais et laissé pour mort par une foule hystérique. Énième preuve de ce que c'est l'architecture institutionnelle qui permet toutes les dérives qu'on dénonce. Comme on peut le constater à l'analyse, c'est le système qui est pervers et non l'homme IBK qui a failli. Il faudrait donc reformer le système et non remplacer l'homme. Vouloir renverser le régime dans la situation où se trouve aujourd'hui le Mali est irresponsable et suicidaire. Tous les analystes et observateurs

indépendants sont unanimes là-dessus. Le Mali doit plutôt saisir l'opportunité de la présence des Nations Unies avec sa brigade de station multidimensionnelle qui ne demande qu'à l'aider à reformer ses lois et à assainir son écosystème institutionnel et politique. Le mal est, cependant, beaucoup plus profond et nécessiterait même l'enfantement d'un nouveau Malien dont le logiciel de pensée aura subi une mise à jour au complet. Tant que l'accumulation des biens matériels demeure l'indice de réussite dans le pays avec l'un des plus bas salaires de la planète, les gens continueront à s'en mettre plein les poches. Et cela qu'on remplace IBK par l'imam Mahmoud Dicko ou le Chérif Bouyé de Nioro ou même les deux célèbres soient président de la République dans un bicéphalisme.

Alain Foka



■ Ammy Baba Cisse



« Je voudrais rectifier, nous n'avons pas renoncé à la coopération avec la France. Ce sont les dirigeants français qui ont voulu imposer à notre pays ce qu'il faut faire, ce qu'il faut penser et ce qu'il faut dire. Nous avons dit que cette époque est révolue » Choguel Kokalla Maïga



■ Basta Sanogo



Mogo Séguéla ni Mali kola sa.



■ Mali Actu



Les Allemands étaient pleins de joie après avoir remporté leur match contre le PSG et s'être qualifiés pour les quarts de finale. Avant le match, les supporters du Bayern Munich ont déployé une banderole qui disait « Notre boucher abat le bras long du Qatar » en français, en réponse à un tifo des supporters parisiens lors du match aller



■ Kemi Seba Officiel



Quant on sait que le mari de Niagale Balayoko , Fabien Penonne ,est administrateur central au quai d'Orsay, et ancien ambassadeur de France en Corée, on comprend mieux son hostilité contre mon sang Nathalie Yamb.



■ Jeune Afrique



Mali, Guinée, Sénégal... Les appels au boycott des produits tunisiens se multiplient À Bamako, à Conakry ou encore à Dakar, les campagnes de boycott des produits tunisiens se multiplient sur les ré-

seaux sociaux au lendemain des déclarations controversées du président Kaïs Saïed sur les migrants subsahariens, qualifiés de « hordes d'envahisseurs ». Sur le terrain, cette escalade met à mal les affaires des opérateurs tunisiens présents sur les marchés africains.

Partenaire de la société Med Oil Company, une filiale du groupe privé tunisien Poulina Group Holding (PGH), la société sénégalaise Senico SA a été contrainte de justifier l'origine de l'un de ses produits phares : la margarine Jadida. Si la marque est tunisienne, Senico soutient que Jadida est une margarine 100 % sénégalaise, produite dans son usine, située à Diamniadio.

« Malgré la production locale, les sociétés tunisiennes implantées en Afrique subsaharienne continueront de subir des pressions dans ce climat délétère », explique à #JeuneAfrique l'analyste financier, Bassem Neifar.

Parmi les principaux groupes concernés, la compagnie d'assurance Comar, le spécialiste de la production d'articles hygiéniques, Lilas, et le géant avicole, Poulina Group Holding (PGH).

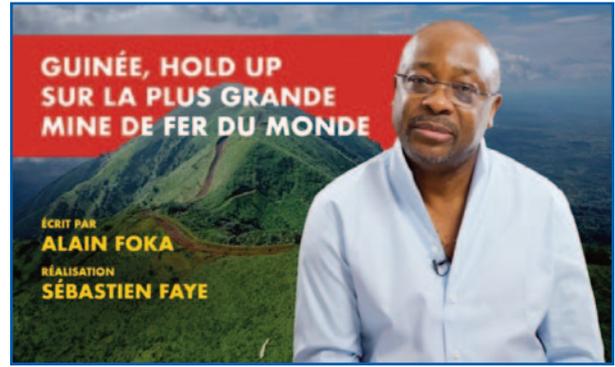
Vous avez lu 15% de cet article. Pour lire la suite cliquez ici : <http://ow.ly/CVQn50NcV93>
#économie #migrant #tunisie



■ Foka Alain



<https://youtu.be/rcJP969kyhQ> #Guinée, Hold up sur la plus grande mine de fer du monde Depuis 51 ans, #Simandou la plus grande réserve de fer du monde est prise en otage par des grands groupes miniers mondiaux qui privent la #Guinée de cette importante manne. #Mamadi-Doumbouya et son gouvernement de transition parviendront ils à faire plier ces géants ? Simandou, ses infrastructures, son chemin de fer, son port resteront ils un mirage qui narguent les guinéens ? Est on enfin au bout du long tunnel ?



■ Abdoul MBAYE



Il y a peut être erreur de la part de Adjibou Soumare. Toutefois sans aucune affirmation de sa part. Mais le placer en garde à vue est une erreur. S'il n'existe aucune base sérieuse motivant ses questions qu'il s'en excuse publiquement et que cela serve de leçon.

■ Larmes des pauvres



#Mali -- À l'occasion de la fête du 8 mars, pensée à l'endroit de la femme rurale et particulièrement celles de la région de #Ménaka poussées sur le chemin de l'exode par milliers en mars 2022 des combattants de l'EI-au #Sahel.



[mars 2022 - Décembre 2022] Plus de 20 000 personnes se sont déplacées vers les grandes villes du nord (#Kidal, #Menaka, #Tombouctou & #Gossi) et 5000 réfugiées en territoire #Niger-en, plus 1000 tuées poussant femmes et enfants à l'exil. #ONG

#Mali -- #Mopti Ce jeudi 9/03/2023

Des miliciens affiliés à la milice dan na amassagou ont razzé les animaux de la localité de #Doundou située dans les encablures de #Sévaré.



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

Projet de constitution : Le Parena se désolidarise...



Dans une déclaration signée par son Secrétaire général, Djiguiba Kéïta, le Parti pour la renaissance nationale (Parena) s'est prononcé sur le Projet de constitution finalisé. «Estimant que le projet portait des germes de nouvelles dissensions et de nouvelles controverses, et qu'il codifiait les dérives résultant de la personnalisation excessive du pouvoir, le Parena a préconisé son abandon en dehors d'un consensus national et de la réunion des conditions énoncées à l'article 118 de la Constitution du 25 février 1992. A l'analyse du projet de constitution finalisé, le Parena arrive à la conclusion qu'il divise toujours le pays et que le fossé se creuse davantage entre des pans entiers du peuple, des faitières de la société civile et des milieux politiques de différentes opinions», souligne la déclaration. «En conséquence, le PARENA décide de se désolidariser de toute démarche tendant à l'adoption de tout projet non consensuel de constitution et demande instamment aux autorités de concentrer les énergies du peuple sur la sécurisation du territoire et le renforcement de la cohésion nationale afin d'organiser dans les meilleures conditions les scrutins consacrant la restauration de la légalité constitutionnelle», conclut le Parti du bélier blanc.

Le Challenger

Célébration de la journée internationale de la femme : Le président de la transition a exhorté les femmes à plus de mobilisation

Le président de la transition, se le colonel Assimi Goïta, chef de l'état, a présidé la cérémonie de célébration de la journée internationale de la femme, ce 8 mars 2023.

Cette cérémonie, qui a enregistré la présence du ministre d'État, du Président du Conseil national de Transition, de Madame le ministre de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille, des membres du Gouvernement ainsi que de plusieurs diplomates accrédités auprès de la République du Mali s'est déroulé au stade Omnisport Modibo Kéïta, en commune II du district de Bamako. A l'entame de ses propos, le Président GOÏTA a rendu « un vibrant hommage aux femmes, en ce jour anniversaire de l'aboutissement de leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits à travers le monde ». Revenant sur l'institutionnalisation de cette Journée, le Chef de l'État a estimé que le 8 mars ne saurait « se limiter à une simple célébration de convenance », mais doit notamment servir « de cadre approprié pour des actions d'information, de sensibilisation et de plaidoyer autour de la condition

Police nationale : Le dg s'imprègne de l'opération de mise à jour des données Nina dans les commissariats de semé et de Bolibana



Visite du directeur général de la police nationale dans certains commissariats de Bamako

Le Directeur Général de la Police Nationale, l'Inspecteur Général de police, Soulaïmane TRAORÉ, a effectué, dans la semaine, aux environs de 07 heures, une visite dans certains Commissariats de police du district de Bamako. Précisément, il s'agit des Commissariats de Samè et de Bolibana. L'objet de cette visite matinale du Directeur Général de la Police Nationale était, uniquement et exclusivement, focalisé sur l'opération de mise en jour des données NINA, au niveau des Commissariats, lancée le 09 janvier 2023, par le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile. Pour un succès éclatant de cette opération d'enrôlement biométrique, le patron de la Police Nationale a instruit à ses Chefs d'unité de Sécurité publique d'œuvrer à réserver un bon accueil à la population. L'Inspecteur général de police, Soulaïmane TRAORÉ, s'est dit satisfait et heureux de voir que son personnel était très engagé et que le travail se faisait dans un enthousiasme, partout il a passé. Il a, aussi, encouragé ses éléments à persévérer dans cette voie pour que cette opération, initiée par les plus hautes autorités de la Transition soit une réussite totale. La visite se poursuivra dans les jours et les semaines à venir au niveau des autres Commissariats de police du Mali.

Cellule de communication de la police nationale du Mali



de la Femme à travers le monde ». Le Président de la Transition n'a pas manqué à exprimé toute sa reconnaissance aux femmes « pour leur combat quotidien et leur dévouement constant dans la marche du Mali vers sa pleine souveraineté ». Malgré les nombreux défis à relever, le Chef de l'Etat engage le Gouvernement à maintenir la dynamique déjà amorcée en vue de ramener le bilan de la promotion de la Femme à hauteur de souhait. Avant de clore ses propos, le Président Goïta a invité les femmes « à rester mobilisées aux côtés des autorités de la transition pour la refondation du Mali ».

Présidence de la République du Mali

Police Nationale : Un Atelier de plaidoyer au profit du personnel des Forces de Défense et de Sécurité



Un Atelier de plaidoyer pour intégrer d'avantage le personnel féminin au sein des Forces de Défense et de Sécurité s'est ouvert, le jeudi 9 mars 2023, au Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant (CNDIFE) sis à Oulofobougou. Cet Atelier, organisé par le COFEM et le Centre Djiguiya One Stop Center de la Police Nationale, rentre dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Amplifier la voix des femmes et des jeunes sur la promotion des Droits des femmes et des filles, plus spécifiquement le personnel des Forces de Défense et de Sécurité ». Au Mali, le statut et le rôle de la femme dans la société sont fortement influencés par les pratiques et les croyances qui caractérisent les territoires et les aires culturelles du pays. De même, il ressort que les hommes et les femmes ont un accès très inégalitaire aux questions de gouvernance démocratique de réforme des secteurs de la sécurité, de la justice, de l'économie, de la santé, de la gestion des ressources humaines et même de l'éducation. Au-delà des inégalités observables entre hommes et femmes quant à leur accès aux différents champs susmentionnés, force est de constater que ces inégalités se renforcent dans un contexte de crise sécuritaire et institutionnelle.

Ainsi, dans ce contexte complexe du fait de plusieurs facteurs, cet atelier de plaidoyer vise à faire un état des lieux des défis et perspectives à l'issu d'une série de concertation et de réflexions portées par le Collectif des femmes du Mali et le Centre Djiguiya One Stop Center pour une meilleure intégration du genre au sein des Forces de Défense et de Sécurité au Mali.

Selon, la Directrice du Centre Djiguiya One stop Center, le Commissaire Divisionnaire de Police Assitan TRAORE, il est amer de constater que la loi n°052 n'est pas respectée au Mali. C'est pourquoi elle a saisi l'occasion pour inviter les autorités maliennes à recruter plus de femmes surtout au sein des Forces de Défense et de Sécurité. Pour le Commissaire TRAORE, sans l'implication des femmes il n'y a ni paix durable encore moins une réconciliation.

Source : FAMa

DSSA : L'Association Solidarité des Femmes Travailleuses de la CANAM soutient les blessés de guerre



L'Association Solidarité des femmes Travailleuses de la CANAM a offert un don aux militaires blessés. La cérémonie de remise, placée sous la présidence du Directeur de la CANAM, le Général de Brigade Boubacar DEMBELE, s'est déroulée, le mardi 07 mars 2023, à la Direction du Service Social des Armées (DSSA).

Ce don d'une valeur de plus de 02 millions de FCFA, est composé entre autres, de 80 sacs de riz, 80 bidons d'huile, 80 cartons de pâtes alimentaires et 80 autres cartons de savons.

Le Directeur du Service Social des Armées, le Colonel-major, Bréhima SAMAKE a remercié l'association Solidarité des femmes Travailleuses de la CANAM, pour cet acte philanthrope à l'égard des blessés de guerre. Selon lui, Cette gratification sans mesure permettra d'alléger les charges des familles bénéficiaires en cette période difficile qui coïncide également à la veille du mois de ramadan. Le Colonel-major, Bréhima SAMAKE a réitéré la gratitude, la détermination et l'engagement de sa Direction à œuvrer avec les femmes de la CANAM afin d'aider les blessés de guerre ainsi que les veuves et orphelins militaires.

Le Directeur de la CANAM, le Général de Brigade Boubacar DEMBELE a, dans son allocution, remercié l'ensemble des braves dames de l'ASFTCA pour leur initiative de participer à la construction du pays. Il a par la suite souhaité prompt rétablissement aux blessés de guerre et a pris l'engagement de les accompagner sur le plan financier et matériel. Le premier responsable de la CANAM a invité l'ensemble des Femmes du pays à soutenir les blessés de guerre, comme l'a fait l'Association Solidarité des femmes travailleuses de la CANAM.

La vice-présidente de ladite association, Mme. DIAKITE Tené DIALLO a remercié le Directeur du Service Social des Armées, le Colonel major Bréhima SAMAKE, pour son accueil et sa bienveillance dans le cadre de cette donation. Elle a rassuré les blessés de guerre de la continuité de leur soutien tout en leur souhaitant prompt rétablissement. La vice-présidente de l'ASFTCA a précisé également que rien n'est de trop pour accompagner les FAMa dans leurs missions. Elle a enfin exhorté les Maliens de conjuguer leurs efforts pour le retour définitif de la paix au Mali.

Source : FAMa



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

2ème édition de la rencontre d'échanges : Les experts des finances explorent les pistes

Les travaux de la 2ème rencontre d'échanges entre les principaux acteurs de la Chaîne des Dépenses Publiques, ont été lancés le jeudi 09 mars 2023, par le ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, au Centre international des conférences de Bamako. C'était en présence du président de la CENTIF, des représentants de la section des comptes de la Cour Suprême, du contrôleur général des services publics, du bureau du vérificateur général, du Conseil National de Transition, des directeurs des services de dépenses du ministère de l'Économie et des Finances, des services de contrôles de l'État, des gestionnaires d'institutions et Autorités indépendantes, des directeurs régionaux du budget, des directeurs administratifs et financiers, des directeurs des finances et du matériel, des délégués du contrôle financier et des responsables des cellules de passation des marchés publics auprès des ministères.

Au cours de la 2ème rencontre d'échanges entre les principaux acteurs de la chaîne des dépenses publiques, les thèmes qui seront abordés sont entre autres : les contraintes de la gestion des finances publiques, la moralisation du coût des acquisitions de biens et des prestations de services, la cartographie des infractions aux règles d'exécution des dépenses publiques et leur manifestation, la promotion de la production nationale et de l'outil national de production à travers la commande publique.

Dans son discours, le ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou a souligné que cet atelier d'échanges entre les acteurs de la chaîne des dépenses publiques, institué depuis deux ans, constitue un forum d'échanges et de dialogue autour des mesures, des comportements et des règles visant l'efficacité et l'efficience des dépenses dans un

contexte de rareté des ressources.

La conjugaison des crises (sécuritaire, sanitaire et économique) a imprimé un rythme d'accroissement constant aux dépenses publiques à un moment où l'Aide Publique au Développement est arrêtée depuis août 2020, où les appuis budgétaires sont suspendus. Également, l'année 2022 a été une année difficile pour le Mali à cause de la crise Ukrainienne et de l'embargo économique et financier imposé par la CEDEAO et l'UEMOA à notre pays. Dans ce contexte, la mobilisation des recettes publiques intérieures, comme principale source de financement des politiques publiques, rend, plus que jamais, nécessaire la rationalisation et l'efficacité des dépenses publiques.

D'où la nécessité pour le ministère de l'Économie et des Finances d'échanger avec les acteurs de la chaîne des dépenses pour mieux

coordonner les actions de rationalisation et d'efficience. « Ces thèmes nous interpellent tous, en tant qu'acteurs de la chaîne des dépenses publiques, à une prise de conscience et de responsabilité dans la bonne mise en œuvre du budget afin d'atteindre efficacement les objectifs des politiques publiques. Les responsables du budget, des marchés publics, du contrôle financier et les directions des finances et du matériel sont plus que jamais interpellés pour assurer une bonne rationalisation, une efficience (en termes de délai, coût et pertinence) et une moralisation des dépenses publiques », a-t-il précisé.

Le ministre de l'Économie et des Finances a mis à profit cette tribune pour remercier les acteurs de l'exécution budgétaire pour leur bonne attitude face à ces mesures de régulation budgétaire qui a permis de maîtriser le déficit du budget 2022 à 4,9% contre une prévision de 5,2% du PIB.

Avant de conclure ses propos, le ministre de l'Économie et des Finances, Alhousseini Sanou a fait un plaidoyer auprès des acteurs des dépenses publiques, notamment les directeurs des finances et du matériel, en faveur du secteur privé malien en vue de l'orientation de la commande publique envers les entreprises de production nationale. « Les dépenses publiques servent de catalyseur pour la promotion de l'investissement privé. A ce titre, il me paraît important de soumettre à vos échanges la problématique des mesures d'exécution des dépenses publiques visant à booster le secteur privé national », a conclu le ministre Sanou.

■ Ibrahim Sanogo



Relance du trafic ferroviaire national : Le train a sifflé sur l'axe Bamako-Kayes hier

Une mission d'information et de sensibilisation sur la relance du trafic ferroviaire a pris le départ hier jeudi 9 mars 2023 à la gare ferroviaire de Bamako. La délégation, à bord de la locomotive CC 2207, fera le trajet Bamako-Kayes. Une occasion d'échanger et sensibiliser les populations et autorités des localités riveraines à la relance imminente du trafic.

L'objectif de cette mission est d'informer et sensibiliser les populations et autorités des localités riveraines à la relance imminente du trafic ferroviaire national. Pour ce trajet de sensibilisation Bamako-Kayes, il est prévu une escale dans toutes les gares le long de la voie ferrée.

La relance du trafic ferroviaire, faut-il le noter, est une volonté et une promesse des plus hautes autorités de la Transition.

Madame le Ministre des Transports et des Infrastructures, état à la tête d'une délégation, pour se rendre à Dakar au Sénégal pour une

visite de travail. Cette visite est relative aux modalités de récupération des pièces de rechange pour les locomotives maliennes (CC2205 et CC2207).

Après une séance de travail qui s'est déroulée dans une ambiance cordiale, le Ministre Dembélé Madina Sissoko et son homologue du Sénégal, Monsieur Mansour Faye, ont effectué une visite d'inspection des pièces de rechange à Diamniadio et à Thies. Ils ont pu constater de visu ces matériels essentiels à la reprise du trafic ferroviaire entre Bamako et Kayes.

À l'issue de la visite, les techniciens cheminots

du Mali et du Sénégal ont fait le tri des pièces de rechange destinées aux locomotives maliennes. Dénouement heureux pour ce processus qui peine depuis plus de 4 ans. L'issue heureuse de ce processus d'acquisition à consolider la relance définitive du trafic ferroviaire (Bamako-Kayes) qui était adossée à la disponibilité des pièces de rechange.

Les pièces de rechange des locomotives sont arrivées à Bamako le 1er février 2023. En effet, la récupération de ces pièces de rechange pour les deux locomotives maliennes a été plus que nécessaire pour la reprise du trafic ferroviaire national.

Mme Dembélé Madina Sissoko, Ministre des Transports et des Infrastructures a attiré l'attention sur l'impérieuse nécessité de lever les entraves ultimes à la relance de l'activité ferroviaire. « **Les actions doivent être engagées diligemment pour la libération du domaine ferroviaire des occupations irrégulières et la finalisation du cadre institutionnel de gestion du trafic ferroviaire** », avait-elle poursuivi.

Avec ce voyage test, il est clair que la reprise du train est imminente.

■ Binadjan Doumbia



Photo AMAP

Violations des droits de l'Homme au Mali : L'ONU indexe les groupes armés et les FAMA

L'ONU impute la responsabilité aux groupes armés et aux forces armées maliennes, selon le document qui a été rendu public le mardi 7 mars 2023. L'ONU a rendu public le discours tenu par son Chef des Droits de l'Homme, Volker Türk à l'occasion de la présentation de son Rapport annuel.



L'organisation des nations unies se dit inquiète de la dégradation de la situation sécuritaire dans le centre du pays et plus particulièrement dans la zone dite des trois frontières.

Selon le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, « de nombreux groupes armés profitent de l'hostilité et de l'absence des autorités étatiques pour étendre leur influence et mener des attaques contre les civils ». Volker Türk impute la plupart des violations de droits de l'homme et abus aux groupes armés non-étatiques.

Enquêter sur les allégations

Par ailleurs, le haut-commissaire indique que les forces armées maliennes, accompagnées dans certains cas par des militaires étrangers ont aussi commis des violations. « J'ai exhorté les autorités à enquêter sur de

telles allégations afin d'inverser la tendance à la montée incessante de la violence », ajoute-t-il.

Toujours selon monsieur Türk, au cours des six derniers mois de 2022, plus d'un millier de cas de violations de droits de l'Homme ont été recensés au Mali. Aussi, le rapport décrie « des discours de haine fondés sur des motifs ethniques » qui empirent la situation.

Mettre l'accent sur la protection des populations

La Commission Nationale des droits de l'homme invite quant à elle les autorités à mettre encore plus l'accent sur la protection des populations au cœur de leurs opérations. Maître Aguibou Bouaré, Président de la CNDH indique que la lutte contre le terrorisme doit se faire dans le respect des droits de l'Homme. « Ce rapport traduit l'état général la si-

tuation des droits de l'homme que, nous même nous avons décrit dans nos différents rapports. La situation est très préoccupante et une bonne partie de ces violations est commises par ces groupes terroristes, des milices privées, par les mouvements armés. D'un autre côté, il y a des allégations de violation de droit de l'homme qui sont imputables aux forces armées de sécurité. Mais ce qui est important à retenir, c'est que les forces armées de sécurité et l'état du Mali doivent tout mettre en œuvre pour éviter les violations des droits de l'homme. Il revient de la responsabilité de l'état de faire en sorte que les populations puissent avoir leurs droits respectés », a-t-il souligné.

■ Binadjon Dombia

Journée internationale des droits des femmes : Les femmes du Mali jouent leur partition

Ces chiffres ont été donnés par le Programme Alimentaire Mondial, le lundi 06 mars 2023, lors d'un dîner d'échange avec la presse malienne au parc national de Bamako. 1,8 millions de personnes ont bénéficié de l'assistance alimentaire du PAM, a-t-on appris au cours de l'évènement présidé par le représentant et directeur-pays du Programme Alimentaire Mondial. M. Éric Perdison et du directeur adjoint, Ibrahima Diallo.



Le président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, a présidé la cérémonie de célébration de la 29^{ème} édition de la journée des droits des femmes. C'était le mercredi 8 mars 2023, au stade omnisport Modibo Keita. Le thème retenu cette année sur le plan national était : Femme actrice incontournable, debout pour la paix, la cohésion et la réconciliation au Mali. Cette journée tire ses origines de la révolte des ouvrières des usines textiles de Chicago pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail dans les années 1850 précisément en 1857.

Dans son allocution, le ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Mme Wadidie Founè COULIBALY a déclaré que cette journée a été institutionnalisée et déclarée en 1977 par l'Organisation des Nations Unies comme journée internationale des femmes. Selon Mme Wadidie, la journée internationale des femmes est une journée mémorable pour toutes les femmes du monde en générale et pour les femmes du Mali en par-

ticulier. Elle est aussi l'occasion de rendre hommage aux femmes pour le rôle qu'elles jouent dans le développement socio-économique, politique et culturel. Le thème de cette année met en évidence la nécessité de participation des femmes au processus de paix et de réconciliation au Mali. Selon le ministère de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille, en collaboration avec des partenaires qui entreprennent des actions en faveur des processus de paix et de réconciliation, telle que l'amélioration de la situation sécuritaire du pays avec la montée en puissance des FAMA, les femmes du Mali ne resteront pas en marge du développement social.

Le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA a indiqué que cette journée doit non seulement servir de cadre approprié pour des actions d'information, de sensibilité et de plaidoyer autour de la condition de la femme à travers le monde, mais aussi de symboliser à plus d'un titre, le courage et l'engagement des femmes pour la reconnaissance de leurs droits. Le Colonel Assimi GOITA a exprimé sa

reconnaissance à l'endroit des femmes pour leur combat quotidien et leur dévouement constant dans la marche du Mali vers sa pleine souveraineté. La résistance du peuple du Mali en général et celle des femmes en particulier face aux épreuves socio-économiques et géopolitiques traduit parfaitement leur volonté pour l'avenir d'un Mali meilleur. Il a invité les organisations des femmes ainsi que les autres acteurs sous le leadership de madame la ministre de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille à inscrire leurs actions dans le cadre des trois principes qui sont : Le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques et la prise en compte des intérêts vitaux du peuple malien dans les décisions prises. Enfin le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA, a lancé un appel aux femmes du Mali à rester mobilisées aux côtés des autorités de la transition pour la refondation du Mali. Un défilé, civil et militaire, a mis fin à cette cérémonie.

Source : FAMA

L'Armée de l'Air : La bonne santé de la Mutuelle de l'Aviateur au cœur des échanges

Ces chiffres ont été donnés par le Programme Alimentaires Mondial, le lundi 06 mars 2023, lors d'un dîner d'échange avec la presse malienne au parc national de Bamako. 1,8 millions de personnes ont bénéficié de l'assistance alimentaire du PAM, a-t-on appris au cours de l'évènement présidé par le représentant et directeur-pays du Programme Alimentaire Mondial. M. Éric Perdison et du directeur adjoint, Ibrahima Diallo.



Le Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air, le Général Alou B. DIARRA a présidé, le mardi 7 mars 2023, la session ordinaire de l'Assemblée Générale 2022 de la mutuelle de l'Aviateur. Elle s'est tenue dans la salle multifonctionnelle de l'Etat-major de l'Armée de l'Air en présence des membres du Conseil d'Administration, de la Commission de Contrôle, des délégués mutualistes des Bases Aériennes, des représentants des mutuelles des autres corps ainsi que le représentant de l'Agence Malienne de la Mutualité.

Au cours de cette Assemblée Générale, les membres de la mutuelle de l'Aviateur se sont penchés non seulement sur le bilan des activités réalisées au cours de l'année 2022 mais aussi et surtout de dresser des perspectives pour l'avenir. Cette assemblée a été l'occasion de présenter le rapport narratif et financier de faire l'élection du nouveau bureau du conseil d'Administration, de discuter de la décision définitive pour la prestation santé ainsi que de débattre de la construction du siège de la MUTAV. Selon le président du Conseil d'Administration, le Colonel Souleymane DEMBELE, la tenue d'une assemblée générale, qu'elle soit constitutive, statutaire ou ordinaire, marque un moment fort de communion, de partages et d'échanges autour d'un idéal commun sur

comment s'organiser, se structurer, fédérer les énergies dans un élan de solidarité permettant de se soutenir réciproquement. Il a déclaré que les travaux de cette Assemblée augurent de nos jours de la bonne santé de la Mutuelle de l'Aviateur, même s'il est vrai que le profit n'est pas la finalité d'une entreprise.

L'occasion était bonne pour le président du Conseil d'Administration de rendre un vibrant hommage aux mutualistes qui, en 2020 dans une atmosphère délétère, empreunte de doute, de suspicion et même de reniement de l'organisation, ont placé leur confiance au présent bureau du Conseil d'Administration. Il a ajouté que des défis ont été relevés pendant ces trois dernières années, allant de la suspension de la Prestation Santé à la relecture des Statuts et Règlements Intérieurs en passant par la suspension pour une année du BA Mutuelle et par la suspension jusqu'à nouvel ordre des bons individuels. "Ces mesures ont permis de redonner un nouveau souffle à notre organisation commune", a laissé entendre, le Colonel DEMBELE.

Il a, par la suite, adressé ses sincères remerciements au bureau sortant et à tous ceux qui ont apporté leur précieux appui pour la reprise en main de la gestion efficiente de la Mutuelle de l'Aviateur. Selon le président du Conseil

d'Administration, c'est grâce aux efforts conjugués de tous les aviateurs que nous sommes parvenus aujourd'hui à des résultats forts encourageants. "Nous ne devons pas perdre de vue le rôle incontournable que joue la Mutuelle de l'Aviateur dans notre quotidien et nous devons y croire, y ajouter afin de nous permettre de relever tous les défis, car l'enjeu est de taille" a martelé le Colonel Souleymane DEMBELE. Le président du Conseil d'Administration a déclaré que les participants ont une part importante de responsabilité au sein de cette Assemblée, car soutiendra-t-il, ces derniers sont le point focal de toutes les attentes. En outre, le Colonel DEMBELE a déclaré que cette assemblée Générale 2022 de la Mutuelle de l'Aviateur est la meilleure occasion pour les mutualistes de procéder aux différentes retouches permettant d'adapter non seulement la Mutuelle de l'Aviateur au nouveau contexte de l'Armée de l'Air mais aussi des Forces Armées Maliennes dans leur nouvelle dynamique. Le Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air, le Général Alou B. DIARRA a, dans son intervention, affirmé que la tenue de cette Assemblée Générale 2022 de la mutuelle de l'Aviateur marque un moment fort de rencontre entre les mutualistes et ses partenaires. Selon lui, cette session ordinaire a permis de dégager des progressions pertinentes en vue de permettre à la MUTAV d'atteindre un niveau de développement constructif par les aviateurs. Le Général DIARRA a lancé un appel à tous les aviateurs de se mobiliser pour la réussite de la mutuelle de l'Aviateur. Il a, en outre, noté que le commandement de l'Armée de l'Air ne ménagera aucun effort pour accompagner le développement de la solidarité au sein de la famille des aviateurs.

Le CEM-AA a salué le Département de la Solidarité de l'Action Humanitaire et celui de l'Union Technique de la Mutualité malienne qui ne cessent d'encourager et de soutenir l'ensemble des initiatives tendant à assurer progressivement aux résultats satisfaisants aux mouvements mutualistes dans notre pays. Il a enfin remercié les membres du Conseil d'Administration pour leur travail extraordinaire durant les 3 dernières années car, dira-t-il, leur mandat a permis de faire des avancées significatives au niveau de la mutuelle de l'Aviateur.

Source : FAMa



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Hadizatou Mint Ziddou, représentante de la CMA au CSA : « L'accord de paix est pour le développement du pays et non pour la guerre »

Le quartier général de la MINUSMA a servi de cadre à la commémoration de la Journée Internationale des droits des femmes, le jeudi 9 mars 2023. Cette activité a été mise à profit par la MINUSMA pour relancer l'engagement dans la poursuite de l'atteinte des objectifs de la Résolution 1325 (2000), qui est la première résolution historique du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité à travers deux panels. La première thématique abordée était, « pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes » et la seconde : « femmes, actrices incontournables, debout pour la paix, la sécurité, la cohésion sociale et la réconciliation au Mali ».



Cette activité a été marquée par la présence du représentant spécial adjoint du secrétaire général des nations unies au Mali M. Alain Noudehou, du représentant de UNFPA le co-lead du groupe de dialogue autonomisation des femmes (Canada-UNFA) et des panélistes venues pour la circonstance. Elles ont ainsi, discuté sur les deux thèmes et partagé les expériences qu'elles ont eu mais surtout des réussites et des défis. Pendant son intervention, le représentant spécial adjoint du secrétaire général des nations unies au Mali M. Alain Noudehou, a souligné que la journée de la célébration de la fête de 8 mars leur offre une occasion pour s'engager en tant qu'entité internationale et nationale pour plaider d'avantage et sensibiliser l'opinion publique sur les grands défis persistant quand

il s'agit de l'amélioration des conditions de la femme. « Cette journée est une occasion capitale pour le système des nations Unies de réaffirmer l'engagement dans la poursuite d'une société inclusive et garante des droits humains inciter de l'atteinte des objectifs de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies et de réitérer aussi notre appui au gouvernement maliens à la mise en œuvre de son plan d'action pour que les femmes maliennes puissent véritablement jouer leur rôle d'agent de paix, de cohésion et de réconciliation et ceci tout en ayant accès à leurs droits et sans souci aucun de vulnérabilité », a-t-il dit.

De son côté, le représentant de UNFPA, le co-lead du groupe de dialogue autonomisation des femmes (Canada-UNFA), M. Yves Sassen-

rath a exprimé leur reconnaissance pour l'engagement des autorités maliennes pour la réalisation optimale inclusive des droits de la femme et de la fille. « **Nous comptons sur votre engagement et celui du gouvernement pour que l'esprit de la journée du 8 mars s'étale sur toute l'année 2023. Le 8 mars est une journée de rassemblement à travers le monde et a l'occasion de faire un bilan sur la situation de la femme. À cette occasion il, important de mobiliser en faveur du droit de la femme et de leur participation à la vie politique et économique et au processus de la paix et de la réconciliation au Mali** », a-t-il indiqué.

Implication des femmes dans l'accord de paix

Hadizatou Mint Ziddou, panéliste, représentante de la CMA au CSA, a rappelé que l'accord de paix existe depuis 8 ans. En effet, elle a plaidé pour une participation massive des femmes au niveau du CSA. « **Il a été signé depuis 2015, mais l'implication formelle des femmes dans ces structures n'a eu lieu qu'en 2021. Nous étions les 9 femmes qui ont été en première position au niveau, du Comité de Suivi de l'Accord (CSA). Aujourd'hui nous avons eu 15 autres femmes qui sont au niveau du CSA et au niveau de ses sous-comités. Nous espérons aussi que bientôt il y'aura d'autres** », a-t-elle souhaité.

« **En tant que femme de la CMA, nous cherchons toujours à promouvoir le dialogue et la conciliation entre les différents groupes et à plaider pour la paix. Mais la meilleure façon de soutenir nos efforts est d'assurer des progrès rapides dans les quatre piliers de l'accords de paix. Cela permettra de rétablir la confiance entre les différentes parties et de faire en sorte que les gens continuent d'y croire** », a-t-elle fait savoir.

S'agissant de la question à savoir, comment nous pouvons faire taire les armes ?

Hadizatou Mint Ziddou, a précisé qu'on les fait toujours par des sensibilisations pour rétablir la confiance entre les fils du pays car, indique-t-elle, « **que ça soit femme ou homme, jeune ou enfant nous sommes tous des fils de ce pays et chacun défend sa cause. L'accord de paix est là pour le développement du pays et non pour la guerre. Déjà que l'accord a été signé, je crois qu'il n'y a rien à faire si ce n'est qu'appliquer cet accord. Et l'appliquer comme cela se doit. S'il y a des lieux de désaccord nous pouvons nous mettre autour d'une table pour en discuter et chercher de bonnes solutions pour les fils du pays** », a-t-elle préconisé.

Enfin, elle a fait un plaidoyer pour la mise en œuvre de l'accord de la paix parce que selon elle « **c'est le seul moyen pour nous d'avoir la paix** ».

■ Maffenin Diarra

Échéances électorales : Le NDI forme 293 potentielles candidates sur 900 prévues

Dans ses différents programmes de gouvernance, le NDI accompagne toujours les pays lors des différents processus électoraux et les réformes politiques et institutionnelles à travers l'appui aux Organisations de la Société Civiles (OSC) et aux partis politiques. C'est justement pour aider à l'enracinement de la démocratie au Mali que le Programme Emergence a permis de former du 6 au 8 mars dernier 292 femmes sur la participation à la vie politique.

En marge de la célébration de la journée internationale des droits des femmes, le National Democratic Institute (NDI), a organisé une cérémonie officielle de soutien aux candidatures féminines dans le cadre des prochaines élections locales, régionales et législatives. C'était hier jeudi 9 mars 2023 au CICB. Des attestations de participation ont été remises aux participantes et aux formateurs. Elles étaient 292 femmes des partis politiques et de la société civiles du Mali à prendre part à cette formation de trois jours. A travers ses différents programmes de gouvernance, NDI veut aider les femmes à s'impliquer d'avantage dans la politique avec des postes de décision afin d'impacter la société mais surtout les processus électoraux et les réformes politiques et institutionnelles.

Selon le Directeur pays du NDI Mali, Dr Badié Hima, il est important de « **travailler avec les partis politiques afin de travailler avec les femmes ayant le potentiel** ». Il a ensuite émis le souhait de voir les partis politiques continuer cette formation pour la gent féminine.

De son côté, le Chef de la coopération Suisse au Mali, Patrick Etienne, a rassuré du soutien aux femmes dans le processus politique et institutionnelle.

En effet, dans le cadre du programme EMERGE en cours au Mali, financé par l'USAID, la Coopération suisse et l'Ambassade Royale du Danemark, plusieurs actions ont été entreprises depuis 2018 pour une participation effective des partis politiques et des OSC à tous les processus de réformes et dans la préparation des élections générales. Ces actions englobent à la fois les questions de citoyenneté, d'inclusion, d'observation électorale, de pacification

des élections et de participation des femmes auxdits processus.

Pour NDI, « **les élections sont une occasion unique d'accroître la participation des hommes, des femmes, des jeunes, des populations déplacées, des populations nomades, des personnes vivant avec handicap, au processus de gouvernance en tant qu'acteurs et bénéficiaires. Elles offrent à ces différentes cibles des opportunités de faire entendre leurs voix et de prendre une part active au processus politique en tant que citoyens et citoyennes** ».

Dans son discours, la vice-présidente de RE-FAMP a souligné que le mali dispose d'un grand potentiel de femmes. « **Je peux vous confirmer que nous avons un vivier de femmes suffisamment capables...** », a-t-elle fait savoir avant d'ajouter que le Mali a réalisé des avancées au plan genre.

Dans son discours de clôture, la représentante du Ministre de la promotion de la femme, Mme Soundé Diop, a souligné que « **les femmes du Mali sont en marche** ». Et la rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 8 Mars appelle les autorités à l'application de la loi 052.

En ce qui concerne la participation des femmes, le programme EMERGE, depuis 2018, accompagne des partis politiques et les OSC à travers entre autres la formation des formatrices des femmes candidates ; la formation des potentielles candidates des partis politiques, y comprises les candidates pratique leurs stratégies de campagnes; la formation des femmes élues après les processus électoraux en vue de les orienter sur leurs nouveaux mandats et En effet, en guise de



contribution aux préparatifs des élections locales et législatives à venir. Le NDI dans le cadre de son programme EMERGE accompagne techniquement les femmes et les partis politiques à préparer des viviers de femmes prêtes à être candidates et à se faire élire au nom du parti. Les femmes représentent plus de 50% de la population malienne, leur présence dans les instances de prise de décision à travers les élections demeure une nécessité.

Avec le renforcement de capacités de 900 femmes potentielles candidates et de 100 femmes en marche, ces formations couvrent le district de Bamako et quelques régions du Mali. Elles ont démarré avec le niveau national (Bamako) pour s'étendre progressivement sur le niveau local. Environ 293 potentielles candidates pour le District de Bamako dont 253 femmes proposées des partis politiques et 40 femmes en marche ont été formées sur 06 (six) sites de formation à raison d'une cinquan-

taine de participantes par site. L'objectif est de « soutenir la participation des femmes aux processus électoraux, aux réformes politiques et institutionnelles et à la consolidation de la paix et de la démocratie au Mali en tant que parties prenantes ». Cette formation participe également de la sensibilisation et du plaidoyer pour une application effective de la loi 052.

■ Binadjan Doumbia



Projet de constitution : Des émissaires à la rencontre des Chérifs

Lundi et mardi. C'est en début de cette semaine que des émissaires ont pris les directions de Paris et Nioro du Sahel pour la rencontre des Chérifs, afin de remettre en mains propres et expliquer le contenu du projet de constitution dans le but de bénéficier de leur entière adhésion.

Le lundi matin, c'est un membre influent du Haut Conseil Islamique du Mali, notaire de son Etat, en l'occurrence Me N'Diaye qui annonçait son voyage sur Paris. C'était pour remettre officiellement une copie du document de projet de constitution à Chérif Ousmane Madani Haïdara. A ses dires, l'objectif consiste à expliquer au Chérif comment les travaux de la commission de finalisation se sont passés, voire comment ladite commission est arrivée à ce résultat. Pour rappel, Me Diaye représentait le Haut Conseil Islamique au sein de la Commission. Cette démarche est capitale. Chérif Ousmane Madani Haïdara, est un

guide spirituel très influent au Mali et même au-delà des frontières maliennes. Il est le Président du Haut Conseil Islamique du Mali. Le Chérif est aussi le premier responsable d'Ançardine internationale, une organisation musulmane qui compte des milliers de fidèles. A Nioro, des émissaires officiels étaient attendus hier chez le Chérif de Nioro pour le même processus.

Bouyé Haïdara, est un homme de Dieu dont la voix compte dans les prises de décision pour toutes les questions d'intérêt national. A ce titre, les particuliers tout comme l'Etat ont besoin de son avis pour mieux s'orienter.

Il est aussi à la tête d'une organisation religieuse qui pèse beaucoup au Mali. Ces démarches, même si elles étaient programmées, comportent un aspect imprévu. Dès religieux regroupés au sein de LIMAMA ont contesté, via un point de presse, la disposition en lien avec la laïcité dans le projet de la nouvelle constitution du Mali. Ils s'y opposent et veulent imposer une autre appellation en remplacement du mot laïcité.

Au même moment, une plateforme composée de partis politiques, des organisations de la société civile, des magistrats veut donner de la voix en s'opposant à la nouvelle loi fondamentale.

La commission qui a finalisé le projet a remis officiellement le document au président de la transition il y a quelques semaines.

Elle avait été mise en place par un décret du président afin d'apporter les dernières retouches nécessaires pour, indique-t-on, plus d'inclusivité suite aux travaux de la commission de rédaction. Lesquels travaux ont abouti à l'avant-projet de constitution.

Keletigui Danioko
Source : Le Pays



Journées des cultures traditionnelles de Bôrôkôba : Ou Festival Tchiborogo du Bourg de Bôrôkôba !



Devenu la capitale culturelle du Folona, le bourg de Bôrôkôba situé dans le septentrion de Kadiolo – dont il est distant d'une quinzaine de kilomètres- a accueilli les festivaliers venus de Kadiolo et Bamako. Pendant trois jours l'événement, qui avait pour parrain l'ancien Premier ministre Modibo Sidibé, a tenu toutes ses promesses. Le festival Tchiborogo avait pour objet : la promotion des cultures, le renforcement de la paix ; la cohésion sociale ; le brassage ethnique le vivre-ensemble entre les différentes communautés, vivant dans le Folona.

La place du marché de Bôrôkôba a refusé du monde du 3 au 5 mars 2023, à l'occasion des journées culturelles traditionnelles de Bôrôkôba, appelées autrement Festival Tchiborogo du bourg du même nom. Traduit dans la langue de Molière, nous obtenons la version suivante : "Festival de la fraternité de Bôrôkôba".

Le festival fut haut en couleurs. A l'affiche : les donzos de Bôrôkôba ; Baloulou ; Kôtamani, Sérékéni ; kambo, l'association des femmes de la localité, le groupe des kôrôdougou ou bouffons thérapeutes ; les femmes samogo... tout ce beau monde en transe sur les pistes de danse en mode sénoufo, grâce aux sonori-

tés rythmées par le balafon, le bara et autres instruments de percussion ou à vent comme la flûte.

Liant l'utile à l'agréable, les initiateurs du festival, après les échanges de civilités avec les autorités coutumières, le chef de village, le chef terrien Modibo Sidibé et les villageois sans tabou ont parlé des problèmes de la localité et des pistes de solutions endogène et exogène.

Dans les doléances énumérées par la population, celle qui est au centre des priorités fut d'abord l'aménagement des immenses plaines de Bôrôkôba, afin que le bourg devienne le grenier de tout le Folona, d'une part et de celui du Kéné Dougou, à long terme. Et le Premier ministre Modibo Sidibé de renchérir : « On ne peut pas reprocher aux Sikassoïses de ne pas être des travailleurs. Maintenant, concernant l'agriculture, il faut tout faire pour qu'on puisse mettre en œuvre les potentiels qu'ils ont ici, les aider à les fructifier afin qu'ils exportent les céréales dans toute l'Afrique de l'Ouest », confia-t-il.

« Un Office du Niger version locale Ensuite, il a été question du désenclavement de cette future zone de production agricole, «

un Office du Niger version locale », du Folona en quelque sorte. Du coup, les jeunes qui y seront occupés, constitueront un symbole de lutte contre la pauvreté et le chômage.

Pour M. Sidibé, l'enjeu est de taille et la pertinence du thème est sans équivoque. C'est pourquoi tout sera mis en œuvre pour l'aménagement de ces plaines. Idem pour les infrastructures routières. Il leur a demandé de bien vouloir jouer leur partition, grâce à l'auto-organisation à travers les coopératives agréées en prenant les taureaux par les cornes. Cela sera un tremplin leur permettant de construire la maison des jeunes, celle des femmes, car le développement est, de prime abord, endogène.

Au cours de ce bref séjour, les hôtes ont visité les sites touristiques.

Ce festival a vu le jour grâce à une synergie entre l'association « Modibo ka fèrè kènè », bras financier et technique en la matière et l'Association pour le progrès et le développement de Bôrôkôba. Le festival Tchiborogo avait pour objet : la promotion des cultures, le renforcement de la paix ; la cohésion sociale ; le brassage ethnique le vivre-ensemble entre les différentes communautés, vivant dans le Folona. Mieux, c'était pour permettre de bien connaître la culture sénoufo dans sa diversité au-delà des frontières du Mali ; de faire la promotion des produits de culture, de pêche, d'élevage dans la zone, véritable moteur de notre économie locale.

La marraine était Mme Koné Pauline Cissé. Celle-ci empêchée, a été suppléée par Michel Koné, frère aîné du journaliste émérite Thion Mathieu Koné.

Parallèlement, un autre festival culturel tenait sa 3ème édition à Nakomo sous la haute présidence du ministre Délégué auprès du ministre de la Santé et du Développement social, chargé de l'Action humanitaire de la Solidarité des Réfugiés et des Déplacés, Oumarou Diarra.

Mohamed Koné, Correspondant à Kadiolo
Source : Le Challenger

S.E.M. Mikhaïl BOGDANOV, Ministre adjoint russe des Affaires Étrangères : **Les États-Unis tentent de perturber le Sommet Russie-Afrique**



S.E.M. Mikhaïl BOGDANOV parle sur la pression américaine sur les pays africains.

Le représentant spécial du Président de la Fédération de Russie aux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique, Ministre adjoint russe des Affaires Étrangères S.E.M. Mikhaïl BOGDANOV a raconté dans un interview spécial à TASS sur les tentatives de l'Occident de perturber le Sommet Russie-Afrique, le comportement « non-sportif » qui Washington démontre sur le continent, ainsi les plans de Moscou sur la promotion future de la coopération avec les partenaires africains.

— Les États-Unis et les pays de l'UE, en premier lieu la France, ces derniers temps, ne cesse de parler de l'activité prétendument accrue de la Russie en Afrique et menace de tout faire pour affaiblir l'influence russe sur le continent. Craint-on que, dans un avenir proche, l'Occident mette en scène des affrontements armés, par exemple en RCA, au Mali ou dans d'autres pays, dans le but de renverser les gouvernements en place sur place, ce qui porterait atteinte aux intérêts de la Russie ?

- Compte tenu du comportement de Washington et de l'Occident dit collectif à l'égard des États souverains, le risque que les États occidentaux incitent divers groupes armés à renverser les gouvernements en place est très élevé. Paris, par exemple, fait depuis longtemps tout son possible pour écarter le gouvernement de transition indésirable du Mali. Le 16 mai 2022, le gouvernement malien a publié une déclaration sur la tentative de coup d'État déjouée dans la nuit du 11 au 12 mai par un groupe de militaires de rang intermédiaire "avec le soutien d'un pays occidental" (lire : la France). Diverses méthodes et moyens

sales sont utilisés pour la propagande anti-russe, allant des accusations infondées de violations du droit humanitaire international et des droits de l'homme par les forces armées maliennes et les instructeurs russes, aux violations de l'espace aérien malien pour recueillir des informations à partir de drones espions en vue d'un transfert ultérieur de renseignements à des bandes armées pour déstabiliser le pays.

Quant à la République centrafricaine (RCA), Paris, perdant son influence politique sur place, réduit sa présence et suspend les programmes d'aide financière et économique. Les Français bloquent l'importation de carburants en République centrafricaine, ce qui a un impact négatif sur la situation socio-économique du pays.

De nombreux rapports indiquent que les groupes armés illégaux opérant en RCA comptent, entre autres, sur le soutien organisationnel et financier de leurs anciens maîtres coloniaux, et récemment, des Européens ont été repérés parmi les militants près de la fron-

tière avec le Soudan pour la première fois, qui, selon les responsables de la RCA, pourraient être des instructeurs ou des mercenaires occidentaux. Nous estimons que de telles actions contre des États souverains sont inacceptables.

- Des informations émanant du côté russe indiquent-elles que les États-Unis tentent de faire pression sur les États africains pour qu'ils participent au sommet Russie-Afrique ? Combien de pays ont déjà confirmé leur participation et à quel niveau ?

- En effet, les États-Unis et leurs alliés mènent une campagne sans précédent pour isoler la Russie politiquement et économiquement, notamment en perturbant le deuxième sommet Russie-Afrique qui se tiendra à Saint-Petersbourg en juillet. Depuis le début de l'opération militaire spéciale, l'"Occident collectif" a considérablement augmenté la pression sur les pays africains - par des menaces de sanc-

tions, la suspension de l'aide financière et humanitaire. Les Américains fabriquent régulièrement contre nous des accusations de "famine imminente", de hausse des prix du carburant, des céréales et des engrais et, par conséquent, d'exacerbation des problèmes socio-économiques sur le continent.

Cependant, il est dans la tradition de la diplomatie russe, qui a une longue histoire, de prendre en compte tous les facteurs externes possibles, de promouvoir son propre agenda, de mettre en avant les intérêts étatiques de la Russie et de ses amis. Et nous n'avons pas l'intention de nous écarter de cette voie.

Notre pays soutient fermement le principe du libre choix des voies de développement des pays souverains, qui est l'idée clé du deuxième sommet Russie-Afrique à venir. Actuellement, les préparatifs de cet événement battent leur plein ; un ordre du jour est en cours d'élaboration avec les Africains. Nous recevons la confirmation de la participation au prochain sommet de la part des dirigeants des États du continent, ce qui constitue un signal de sou-



tien de principe de la part d'un bloc important de pays, malgré l'énorme pression de l'Occident.

- S.E.M. Sergueï Lavrov a déclaré que la Russie accumule actuellement les propositions et les initiatives des partenaires africains pour le sommet Russie-Afrique. Dans quelle mesure ont-ils été actifs dans la présentation de ces initiatives ? Y a-t-il parmi elles celles qui permettront de porter le partenariat de la Russie avec le continent africain à un niveau supérieur après le sommet ?

- L'un des principaux objectifs des visites du ministre des affaires étrangères, S.E.M. Sergueï Lavrov, dans un certain nombre de pays africains en janvier et février de cette année était d'obtenir de nos amis des suggestions de première main pour le sommet. Toutes ces suggestions sont, bien entendu, soigneusement examinées et analysées. En outre, un dialogue permanent s'est instauré avec le corps diplomatique africain à Moscou. La principale différence entre notre approche et celle des Occidentaux est que pour nous, il est inacceptable d'atteindre un quelconque objectif au détriment des intérêts légitimes du partenaire. Le prochain sommet de Saint-Petersbourg est une "idée" commune de la Russie et de l'Afrique, et les travaux sur le contenu du prochain sommet sont donc menés conjointement.

De manière générale, les nombreuses propositions des États africains sont conformes à notre vision conceptuelle du futur forum. La priorité est donnée aux questions de transfert de technologies et d'expertise, de développement industriel et d'infrastructures essentielles sur le continent. La participation de la Russie à des projets d'industrialisation, de numérisation, d'énergie, d'agriculture et d'exploitation minière en Afrique est également discutée. La sécurité alimentaire et énergétique figurera en bonne place à l'ordre du jour du sommet. Ces sujets sont conçus pour donner une forte impulsion à la coopération mutuellement bénéfique et égale entre la Russie et l'Afrique.

J'aimerais souligner l'un des principaux domaines de notre partenariat : la formation du personnel national. Un certain nombre d'États

africains ont demandé l'augmentation des bourses d'études pour leurs citoyens dans les universités russes dans les domaines prioritaires, la mise en œuvre d'initiatives conjointes dans l'éducation et la science. À cet égard, je tiens à saluer le discours de l'ambassadeur de la République démocratique du Congo en Russie, Ivan Wang Ngimbi, qui, au nom de son gouvernement et soutenu par l'ensemble du corps diplomatique africain, a demandé le retour rapide à l'Université russe d'amitié des peuples le nom de Patrice Lumumba, symbole des relations étroites entre nos pays dans le domaine de l'éducation et de la science. Je pense qu'une résolution positive de cette question enverra un signal important à nos partenaires : la Russie revient à l'Afrique et l'Afrique à la Russie.

- Moscou a-t-il l'intention d'augmenter les livraisons d'armes aux pays africains cette année, de nouveaux accords ont-ils été conclus ? Le volume des fournitures a-t-il diminué dans le contexte de l'opération spéciale de la Russie ?

- Je ne peux que confirmer que des travaux sont certainement en cours avec les pays africains dans le domaine militaro-technique. La Russie est prête à coopérer avec tous nos amis africains qui souhaitent renforcer leurs forces armées nationales et leurs forces de l'ordre, augmenter leur efficacité au combat, y compris la lutte efficace contre la menace terroriste, qui a été exacerbée au cours de la dernière décennie par les événements désastreux du printemps arabe en Afrique du Nord.

- Après la tournée africaine de Sergueï Lavrov, un certain nombre de pays occidentaux, ainsi que la Chine et la Turquie, ont été attirés par le continent. Pourquoi le monde s'est-il tant préoccupé de l'attention des Africains ? Peut-on dire qu'il s'agit d'une lutte pour l'Afrique ? Est-ce que nous y gagnons ? La Chine est-elle un partenaire ou un concurrent de la Russie en Afrique ?

- Malheureusement, il ne s'agit pas d'attention, mais plutôt d'une tentative désespérée de l'"Occident collectif" de maintenir son empire néocolonial, qui lui permet depuis des an-

nées d'ignorer la souveraineté des pays africains, et pas seulement des pays, et de continuer à piller leurs populations. Aujourd'hui, surtout après que les routes entre la Russie et l'Occident ont divergé sans que ce soit notre faute, les pays occidentaux sont confrontés à l'urgence de reconstituer les retombées des ressources vitales pour soutenir leurs industries et développer leurs économies et, de préférence, à un coût minimal. Leur objectif est désormais de résoudre, pourrait-on dire, des problèmes existentiels. Cela ressort des outils qu'ils utilisent, pour la plupart "antisportifs" : "lois" restreignant les activités de la Russie en Afrique, sanctions, listes d'exclusion, menaces, chantage.

La politique de la Russie, tout comme celle de la Chine, partenaires de longue date de l'Afrique, est pragmatique et repose naturellement sur un équilibre des intérêts nationaux. Nous établissons des relations d'égal à égal et respectons la souveraineté des pays étrangers et leur droit inaliénable à déterminer eux-mêmes leur politique intérieure et étrangère. Dans le même temps, une concurrence saine et loyale n'est jamais entravée. C'est la principale différence entre les approches fondamentales de la Russie et celles des anciennes métropoles occidentales.

Sur le plan économique, nous avons beaucoup à offrir à nos amis africains. Outre les domaines traditionnels de coopération depuis l'époque soviétique, tels que l'exploration géologique, l'industrie pétrolière, gazière et chimique, l'extraction de ressources minérales, l'agriculture et la pêche, on observe depuis peu une évolution vers la haute technologie. Des usines d'assemblage nationales sont en cours de création dans plusieurs pays africains et la coopération se développe positivement dans les domaines de l'espace, des TIC et de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. L'avenir dira qui est du bon côté de l'histoire dans son approche.

Source : Malijet

Les Deux Sessions politiques chinoises : Symbole d'un dialogue démocratique permanent

Etant donné une rencontre annuelle de la politique chinoise, les Deux Sessions se sont ouvertes le week-end dernier, à Beijing, capitale chinoise, dans un contexte de levée des mesures anti-COVID-19. Les députés à l'Assemblée populaire nationale (APN) et les membres de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) vont, pendant une dizaine de jours, d'une part, légiférer sur des projets de lois importants et, d'autre part, formuler des propositions pour la bonne marche de la démocratie socialiste chinoise. Ce rendez-vous politique majeur est également l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur l'action gouvernementale au cours de l'année écoulée et de dérouler les perspectives pour la nouvelle.

(Note de l'éditeur : Cet article reflète le point de vue de l'auteur Karim Badolo et pas nécessairement celui de CGTN.)



Les Deux Sessions politiques chinoises sont un grand moment de l'expression de la démocratie chinoise. C'est l'occasion pour l'Assemblée populaire nationale (APN), l'organe législatif, fort de 2 977 députés issus des différentes composantes sociales chinoises, d'examiner une série de rapports, notamment l'activité gouvernementale et de voter des lois, et pour la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), de formuler des propositions en faveur du bien-être du peuple. Ouvertes chaque année en début mars pour durer une dizaine de jours, les Deux Sessions offrent une opportunité de vivre un moment d'une expression démocratique unique au monde. Pour cette année 2023, le Comité permanent de la 14e APN entend délibérer sur 35 projets de lois qui embrassent plusieurs domaines tels que le maintien et

l'amélioration du système des assemblées populaires, l'édification d'une économie de marché socialiste de haut niveau, le renouveau de la nation par les sciences et l'éducation, la transformation de la Chine en une puissance culturelle socialiste. L'amélioration du bien-être de la population, la poursuite du développement vert, le perfectionnement du système de gouvernance sociale et l'amélioration du système juridique pour la sécurité nationale figurent également en bonne place des priorités. Aux dires du porte-parole de la première session de la 14e APN, Wang Chao, l'esquisse du plan législatif pour les cinq prochaines années est en cours, et les priorités vont concerner la législation dans les secteurs clés, émergents et les affaires étrangères. En clair, il s'agit de renforcer le cadre législatif dans bien des secteurs pour protéger davantage les

intérêts du peuple. Au menu des échanges entre les membres de la CCPPC, il y a, entre autres, la poursuite de la reprise économique chinoise pour une meilleure stabilisation de l'emploi, l'optimisation et l'ajustement des mesures de prévention de l'épidémie, et la poursuite de la mise en œuvre de diverses mesures pour stabiliser l'économie chinoise. Selon le porte-parole de la première session du 14e Comité national de la CCPPC, Guo Weimin, diverses propositions ont été formulées. Certains membres de l'organe consultatif ont soutenu la nécessité de développer les entreprises existantes afin de promouvoir de manière conséquente la politique de l'emploi en Chine. D'autres ont relevé l'intérêt d'accélérer le développement de nouvelles industries, et d'accroître les efforts de soutien et de préférence dans des domaines tels que la finance,

la fiscalité et la sécurité sociale pour les micros, petites et moyennes entreprises avec l'objectif de stimuler la création d'emplois. Pour les 11,5 millions de diplômés, qui sortent chaque année des universités, il s'agit d'ouvrir les voies aux initiatives qui permettent de les employer conséquemment. Dans cette dynamique, il a été suggéré de faire en sorte qu'il y ait une adéquation entre les qualifications des travailleurs et les exigences des emplois. Il est question donc de faire preuve d'inventivité et d'innovation pour répondre efficacement aux défis de l'emploi. Au-delà des préoccupations sur lesquelles vont reposer les activités de l'APN et de la CCPPC et du rôle majeur que ces deux institutions jouent dans la promotion de la démocratie socialiste chinoise, quel symbole peuvent revêtir les Deux Sessions ?

Vitalité de la démocratie à la chinoise

Les Deux Sessions politiques chinoises renvoient l'image d'une nation qui prône le dia-

logue démocratique à travers la représentativité de la composante sociale à l'APN et à la CCPPC.

Les deux institutions que sont l'APN et la CCPPC expriment la volonté commune de tout le peuple chinois d'appréhender la situation nationale dans un esprit collégial. Ce sont les préoccupations de tout le peuple chinois qui sont débattues au cours de rendez-vous politique annuel crucial. Les Deux sessions traduisent la vitalité de la démocratie à la chinoise où la volonté du peuple est prépondérante dans la conduite de l'action gouvernementale. Les Deux Sessions, c'est le symbole d'une démocratie qui considère que sa légitimité émane de la volonté populaire. C'est l'exemple d'une nation qui a mis la concertation et la consultation au cœur de la gestion des affaires publiques. Les Deux Sessions montrent qu'il est important, pour que la démocratie prenne en compte toutes les sensibilités d'une nation, d'entretenir les passerelles qui favorisent le dialogue permanent et soulignent l'importance de l'unité nationale. C'est dans un élan de fraternité partagée et

d'une unité sans faille que le peuple chinois se retrouve pendant les Deux Sessions pour apprécier ce qui a été fait en faveur du développement et du bien-être de tous et se projeter dans l'avenir avec de bonnes résolutions. Les Deux Sessions traduisent à souhait l'art de la recherche permanente d'une entente politique et éthique à travers les concertations entre les différentes entités du peuple. Les Deux Sessions, c'est l'image d'une nation qui a compris que la communion des intérêts se trouve dans cet effort de converger ensemble vers un point qui engage la responsabilité collective. Elles renvoient à un espace politique qui met l'accent sur la communauté de destin. Les Deux Sessions, c'est l'image d'une nation qui pense que sa diversité est une richesse à partir de laquelle l'on peut se frayer le chemin vers un horizon de prospérité partagé.

Source : françaiscgtn.com



7e Congrès de l'Association Internationale de la Presse Sportive-Afrique : Oumar Baba Traoré élu Vice-Président !

Le Mali a été honoré lors du 7e congrès de la section africaine de l'Association Internationale de la Presse Sportive (AIPS-Afrique) par l'élection du président de l'AJSM (Association des Journalistes Sportifs du Mali), Oumar Baba Traore, dès le premier tour, au poste de vice-président de cette organisation continentale pour un mandat de quatre (4) ans (2023-2027).



Cela est une lapalissade d'affirmer que la presse sportive malienne, à travers sa faitière, l'AJSM (Association des Journalistes Sportifs du Mali) force du respect sur le plan national et international. Elle répond à tous les grands rendez-vous autant sur le plan sportif qu'institutionnel. Elle vient encore une fois de porter haut les couleurs du Mali à travers sa présence au 7e congrès de la section africaine de l'Association Internationale de la Presse Sportive (AIPS-Afrique), tenu du 22 au 26 février 2023 à l'hôtel Fleur de Lys au Point E à Dakar. A cette assise, la presse sportive malienne a été hautement représentée par le président de l'AJSM, Oumar Baba Traoré et son 3e vice-président, Alou Badra Haïdara "ABH". Une participation qui a porté fruit avec l'élection de Oumar Baba Traoré dès le premier tour à la vice-présidence de l'AIPS-Afrique.

Ce 7e Congrès de l'AIPS tenu à Dakar avait comme point culminant l'élection d'un nouveau comité exécutif avec la non candidature du président sortant (OBI Mitchell du Nigeria). De ce fait, l'enjeu était très grand. Pour ce qui concerne l'élection du président Oumar Baba Traoré, cela a été rendu possible grâce au travail de son équipe de campagne, pour avoir la majorité. La stratégie a bien marché car il a été élu à la vice-présidence dès le 1er tour. Ce, pendant que le candidat élu président (Abdoulaye THIAM du Sénégal) a passé par consensus. Le nouveau comité exécutif reflète parfaitement la représentation géographique du continent Africain.

Pour le nouveau vice-président de l'AIPS-Afrique, cette consécration est tout simplement la résultante du travail d'hercule que les ambassadeurs du micro, de la plume et des appareils photos et caméras font tous les

jours.

En ce qui concerne les retombées positives pour la presse sportive malienne, il dira que la 1ère des retombées relève du fait que celle-ci ne sera plus lésée. «Je peux donner l'engagement que le Mali de la presse sportive brillera pendant ce mandat 2023- 2027 » a rassuré le président Traoré.

Par rapport au plan d'action du tout nouveau bureau exécutif de l'AIPS-Afrique, le président OBT, dira que le programme du candidat Abdoulaye THIAM qui sera amendé constituera leur plan d'action. Dans lequel, une place de choix sera accordée aux femmes-reporters avec la mise en place d'une commission féminine. Que les jeunes-reporters trouveront aussi leur compte à travers le programme "Young reporter", adapté aux réalités de la presse sportive de notre pays. De même, que ce programme comporte un ambitieux volet sur la formation qui touchera tous les pratiquants du métier de journalisme sportif, mêmes les non jeunes. Aussi, avec la ferme volonté d'aller de l'avant, qu'une bonne place sera réservée aux doyens de la presse sportive qui composeront le conseil des sages sur qui l'on aura des conseils précieux. Il y aura aussi la bonne collaboration avec les différentes confédérations. Et enfin l'organisation des awards du sports Africain.

Comme appel à l'endroit de la presse sportive malienne, le président Traoré, a tenu tout d'abord d'adresser ses vives et chaleureuses félicitations à la presse sportive malienne qui, avec les maigres moyens, fait un travail remarquable, avant de les exhorter à plus d'assiduité et de professionnalisme pour satisfaire les lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Bon vent au président de l'AJSM !

Par Safiatou Coulibaly
Source : Le Sursaut



Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23